



Le Royaume-Uni est venu et reparti, laissant l'UE dans un triste état

Par [Diana Johnstone](#)

Mondialisation.ca, 04 février 2020

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Alors que la Grande-Bretagne retourne aux incertitudes de la haute mer, elle laisse derrière elle une Union européenne gouvernée par des bureaucrates au service des intérêts du capital financier...

Ouf. Enfin, le Royaume-Uni quitte officiellement l'Union européenne. Ici, à Paris, les champions du retrait français de l'UE font la fête. Ils voient dans le Brexit le signe avant-coureur d'un futur « Frexit », un départ français d'une gouvernance non démocratique, et le début de la fin d'un projet raté d'unification de l'Europe autour des exigences du capitalisme néolibéral.

Mais le paradoxe est que les champions de l'unification européenne devraient encore plus se réjouir – s'il n'était pas trop tard. Car des années d'appartenance britannique ont déjà contribué à briser les rêves originaux d'une Europe unie, qu'il s'agisse des aspirations des fédéralistes à l'unité politique ou du projet de confédération européenne d'États indépendants prôné par Charles de Gaulle il y a une soixantaine d'années.

A l'époque, lorsque De Gaulle rencontrait le vieux chancelier ouest-allemand Konrad Adenauer pour promouvoir la réconciliation franco-allemande, les deux vieux hommes d'État pensaient à travailler progressivement à un partenariat d'États européens centraux qui préserveraient leur souveraineté au sein d'une confédération assurant la paix et la coopération.

Dès le début, la question de l'adhésion britannique est apparue comme une épine dans le pied de l'unité européenne. Au départ, Londres était opposée au Marché commun. En 1958, le Premier ministre Harold MacMillan l'avait qualifié de « blocus continental » (en allusion à la politique européenne de Napoléon de 1806) et avait déclaré que l'Angleterre ne le défendrait pas. Mais alors que le projet semblait prendre forme, Londres a cherché un compromis.

De Gaulle avait averti d'emblée que la Grande-Bretagne n'avait pas sa place dans une Europe unifiée, ni géographiquement, ni économiquement, ni surtout psychologiquement.

La remarque est devenue célèbre : en 1944, à la veille de l'invasion de la Normandie, lors d'une querelle, le Premier ministre britannique Winston Churchill a déclaré à De Gaulle, a-t-il été rapporté, que si la Grande-Bretagne devait choisir, elle opterait toujours pour « la haute mer » plutôt que pour le continent européen.

Bien sûr, la Grande-Bretagne a perdu il y a longtemps à la fois Churchill et son empire.

Néanmoins, les Britanniques restent psychologiquement attachés à leur statut d'île, origine de la puissance maritime écrasante qui avait construit leur empire et a laissé un sillage de nations anglophones et de relations commerciales privilégiées dans le monde entier. * Ils ne se sentent normalement pas partie intégrante du « continent », et la politique traditionnelle de leurs gouvernements a toujours été de maintenir le continent divisé et faible. Cette politique a été transmise aux élèves de Londres à Washington, ce qui a trouvé un écho dans la description de l'objectif de l'OTAN : « maintenir les Russes à l'extérieur, les Américains à l'intérieur et les Allemands à terre » - une blague qui dit la vérité.

De Gaulle redoutait un cheval de Troie des Américains

Il y a soixante ans, De Gaulle, qui envisageait une confédération européenne comme moyen d'obtenir l'indépendance vis-à-vis des libérateurs américains (qui étaient venus pour rester), voyait très clairement que le Royaume-Uni serait le cheval de Troie de l'Amérique dans la communauté européenne. C'est ce qu'on appelle la vision, la qualité d'un homme d'État - une espèce qui semble avoir disparu en Occident. Il s'est opposé à l'adhésion britannique aussi longtemps qu'il a pu, mais l'influence américaine était trop grande. Et curieusement, les ardents fédéralistes européens se sont joints à la promotion de l'adhésion britannique, apparemment sans comprendre que cette adhésion était totalement incompatible avec l'unité politique qu'ils souhaitaient.

Les dirigeants britanniques, fermement attachés à leur Parlement, leur royauté, leur système de classes et leur rôle unique dans le monde - aujourd'hui largement transmis à leurs héritiers de Washington - n'envisageraient jamais une véritable unité politique avec le continent. Mais en tant que nation commerçante, ils voulaient faire partie d'une Europe qui favoriserait le libre-échange, point.

Le Royaume-Uni a présenté sa première demande d'adhésion en 1961, à une époque où le noyau central de l'union était composé de la France, de l'Allemagne, des pays du Benelux et de l'Italie.

Mais tant que De Gaulle a été président de la France, cela n'a pas été possible, malgré le soutien des États-Unis (les États-Unis ont toujours été favorables à l'élargissement, notamment à l'adhésion de la Turquie, désormais considérée comme hors de question). Le Royaume-Uni n'a rejoint la Communauté économique européenne que le 1er janvier 1973, avec l'Irlande et le Danemark, un autre partisan du libre-échange.

L'entrée de la Grande-Bretagne a été l'étape décisive pour faire de l'Europe unifiée un vaste libre marché, un pas vers la mondialisation. C'était en effet le programme de Jean Monnet, un homme d'affaires français totalement américanisé, indifférent aux questions politiques, qui avait tracé la voie de l'unité européenne à travers des mesures purement économiques. Mais il a fallu tout le poids de la Grande-Bretagne pour pousser l'Europe dans cette direction, loin de l'idée originale du marché commun (supprimer les barrières commerciales uniquement entre les États membres) vers un marché ouvert, avec des barrières commerciales minimales, et étendant les avantages de sa doctrine de « libre concurrence » à des géants tels que les États-Unis et la Chine.

Leon Brittan : le néolibéralisme imposé

En 1989, le Premier ministre britannique Margaret Thatcher a nommé Leon Brittan au poste

de commissaire européen à la concurrence, où il est resté en charge du commerce et des affaires extérieures jusqu'en 1999. À Bruxelles, c'est celui qui a le plus poussé l'UE à imposer des politiques néolibérales. Parallèlement, Thatcher exigeait « qu'on lui rende son argent » et renforçait la liberté du Royaume-Uni par rapport aux contraintes institutionnelles européennes.

Le Royaume-Uni n'a jamais accepté l'accord de Schengen sur les frontières de l'UE et a refusé d'abandonner la livre sterling au profit de l'euro – une décision judicieuse, sans aucun doute. Mais également symptomatique de l'incapacité essentielle du Royaume-Uni à fusionner pleinement avec le continent.

Dans le même temps, la présence de Londres a certainement contribué à l'incapacité totale de l'UE à développer une politique étrangère qui s'écarte un tant soit peu de celle de Washington. La Grande-Bretagne a soutenu l'expansion à l'Est, ce qui a rendu l'UE plus désunie politiquement que jamais ; elle a aussi été la plus fervente partisane de la russophobie paranoïaque de la Pologne et des États baltes, ce qui entraîne les autres pays européens dans un conflit avec la Russie dangereux et contraire à leurs intérêts.

Les erreurs personnelles des autres membres de l'UE

Non pas que la Grande-Bretagne soit responsable de tout ce qui ne va pas dans l'Union européenne aujourd'hui. Une erreur majeure a été commise par le président français François Mitterrand dans les années 1980, lorsqu'il a insisté sur une « monnaie européenne commune » en s'imaginant que cela aiderait la France à contenir l'Allemagne – alors qu'il s'est avéré non seulement que c'est le contraire, mais aussi que cela a ruiné la Grèce et causé des ravages au Portugal, en Espagne et en Italie.

Bien d'autres erreurs aussi ont été commises, comme l'invitation de la chancelière allemande Angela Merkel à venir en Europe adressée aux réfugiés de guerre syriens, mais perçue par des millions de malheureux au Moyen-Orient et en Afrique comme leur étant destinée.

Et certainement, il y avait et il y a encore une minorité de résidents britanniques qui s'identifient sincèrement à l'Europe et qui veulent sentir qu'ils en font partie. Mais justement, ils sont une minorité. La Grande-Bretagne a chéri et célébré son caractère unique pendant trop de siècles d'histoire pour que cela soit effacé en un tournemain par des institutions lointaines et impersonnelles.

En retournant aux incertitudes de la haute mer, la Grande-Bretagne laisse derrière elle une Union européenne gouvernée par des bureaucrates au service des intérêts du capital financier. Les États membres, comme la France de Macron, sont gouvernés selon des décrets de l'UE contre la volonté de leur population. L'adhésion britannique a contribué à ce déni de démocratie, mais paradoxalement, le peuple britannique est le premier à le rejeter et à exiger son retour à une pleine souveraineté nationale.

Même les fervents partisans de l'unité européenne insistent de plus en plus sur le fait qu'ils veulent « une autre Europe », reconnaissant que le projet n'a pas réussi à tenir ses promesses. Mais pour changer cette UE particulière, il faudrait l'unanimité des 27 États membres restants, qui sont de plus en plus chicaniers.

C'est pourquoi une idée se fait de plus en plus jour : il est peut-être temps d'abandonner cette Union européenne ratée et de tout recommencer en cherchant à trouver des

arrangements politiques sur toutes les questions, une par une, entre démocraties souveraines, plutôt qu'une unité économique dysfonctionnelle telle que décrétée par la bureaucratie capitaliste transnationale.

Article original en anglais :



[England Came and Went, Leaving Europe in a Mess. UK Leaves EU](#), publié le 31 janvier 2020

Traduction [Entelekheia](#)

*Note de la traduction : Le Royaume-Uni a gardé des relations privilégiées avec les anciennes colonies, dominions et alliés de l'empire britannique. C'est le dénommé « [Commonwealth](#) ». Il compte 53 pays, sans compter les dépendances de la Couronne britanniques, ses territoires d'Outre-mer et Hong Kong.

Diana Johnstone est une journaliste indépendante et une universitaire américaine établie à Paris depuis plus de trente ans. Elle est titulaire d'une licence en études régionales russes et d'un doctorat en littérature française. Son opposition active à l'agression militaire américaine a commencé pendant la guerre du Vietnam. Elle a été attachée de presse du groupe des Verts au Parlement européen entre 1990 et 1996. Elle a écrit plusieurs livres.

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](#)
Copyright © [Diana Johnstone](#), [Mondialisation.ca](#), 2020

Articles Par : [Diana Johnstone](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca